

## [Texte]

we had. It engages in the development of real estate and in servicing land. It is our intention, progressively as we can to convert land, to is put it into income properties.

Trans Canada Credit Corporation Limited is the last of the Canadian small loans companies. We thought initially, as did IAC, at the time it became Continental Bank, that we could fold this operation into the trust company, because we do consumer lending in that company. However, both of us, discovered, that it was not quite that easy; that those customers preferred not to deal with banks or trust companies and that, if we tried to put them within that vehicle, we simply lost the market. And Mr. Greenfield can tell you something about the size of that market, which is considerable, and the reasons for us really wanting to maintain it.

Now another thing which has happened is that, as we have started to put Trans Canada Credit into Guaranty Trustco, we have been borrowing on the market to finance that, so Guaranty Trustco needs the ability to borrow in order to finance that activity. Now our recommendation since the early 1970s, when we started talking about revising the Trust Act, has been to allow that to be a subsidiary of the trust company and then we would not have this problem. But as long as we cannot do that, then we must finance it somewhere. And this also means that we have to deal with our competitors—namely, the banks, because bank lines of credit are required in order to support the commercial paper which is out and which is financing the company. And that is whether or not you have any intention of using the bank. As a subsidiary of the trust company, of course, we do not need the help of the banks, nor do we need money, because we have all we require. So the first problem of that holding company concept is that the green paper does not provide for the holding company to have any debt.

The second problem is in the creation of a . . .

**The Chairman:** May I just interrupt here. It does not prevent "the holding company of the holding company" from having debt though. In other words, your ultimate shareholder could have all sorts of debt. He then, presumably, would hold a holding company with one share.

**Mr. Marchment:** Well, let me speak about that, because it is a little more complicated for us, which I will come back to.

The other thing is that, under this concept of the green paper where you parcel out the various types of business between various entities, there is no provision for a Schedule C bank to have a small loans company as a subsidiary. So even if that happened, we would have a further problem.

They also deal with the problem of ownership of a brokerage firm. Our venture into the U.K. was really not intended to get into trading stocks, but it was to do the underwriting. That is because, in spite of what you hear about ample finance being available for companies in Canada, we find a sufficient market, especially in western Canada, where companies cannot get equity capital, yet we are able to raise it for them in

## [Traduction]

construction d'immobilier et de viabilisation de terrains. Notre intention est de convertir progressivement les terrains en propriétés productrices de revenus.

*Trans Canada Credit Corporation Limited* est la dernière des sociétés canadiennes de petits prêts. Nous avons tout d'abord pensé, comme IAC, au moment où elle est devenue la Banque continentale, que nous pourrions confier cette activité à la société de fiducie, car cette société accorde déjà des prêts aux consommateurs. Nous nous sommes toutefois l'un et l'autre aperçus que ce n'était pas aussi facile que cela; que les clients préféreraient ne pas traiter avec les banques ni avec les sociétés de fiducie et que si nous essayions de regrouper cette activité, nous allions tout simplement perdre ce marché. M. Greenfield peut vous parler de l'importance du marché qui est considérable et des raisons pour lesquelles nous voulons absolument le conserver.

D'autre part, lorsque nous avons commencé à fusionner *Trans Canada Credit* et *Guaranty Trustco*, nous avons emprunté sur le marché, si bien que *Guaranty Trustco* doit pouvoir emprunter en vue de financer une telle activité. Depuis le début des années 1970, depuis que l'on parle de réviser la Loi sur les fiducies, nous avons toujours recommandé qu'il soit permis d'en faire une filiale de la société de fiducie pour éviter ce problème. Tant que nous ne pourrons le faire, il nous faudra financer d'une façon ou d'une autre cette activité. Cela signifie également qu'il nous faut traiter avec nos concurrents—à savoir les banques, car les lignes de crédit bancaires sont nécessaires pour les billets commerciaux qui sont émis pour financer la société. Que vous ayez ou non l'intention d'avoir recours à la banque. À titre de filiale de la société de fiducie, bien sûr, nous n'avons pas besoin de l'aide des banques ni d'argent car nous avons tout ce qui est nécessaire. Le premier problème que pose donc l'idée des sociétés de portefeuille est que le Livre vert ne prévoit pas que ces sociétés puissent avoir des dettes.

Le deuxième problème est la création d'un . . .

**Le président:** Permettez-moi de vous interrompre un instant. Il n'empêche toutefois pas «la société de portefeuille de la société de portefeuille» d'avoir des dettes. Autrement dit, votre dernier actionnaire pourrait avoir toutes sortes de dettes. Il pourrait alors détenir une société de portefeuille avec une seule action.

**M. Marchment:** Permettez-moi de dire quelques mots à ce sujet car c'est un peu plus compliqué pour nous.

L'autre chose est que dans le Livre vert, où l'on éparpille les divers types d'activités entre diverses entités, il n'est pas prévu qu'une banque de l'annexe C puisse avoir pour filiale une société de petits prêts. Donc, même si cela se produisait, il y aurait encore là un problème.

Il y a également le problème de la propriété d'une société de courtage. Au Royaume-Uni, l'intention n'était vraiment pas de nous lancer dans le commerce d'actions mais de faire de la souscription. Car, quoi que vous ayez pu entendre sur toutes les possibilités de financement offertes aux sociétés au Canada, nous nous apercevons qu'il y a un marché suffisant, surtout dans l'ouest du pays, de sociétés qui ne peuvent trouver de